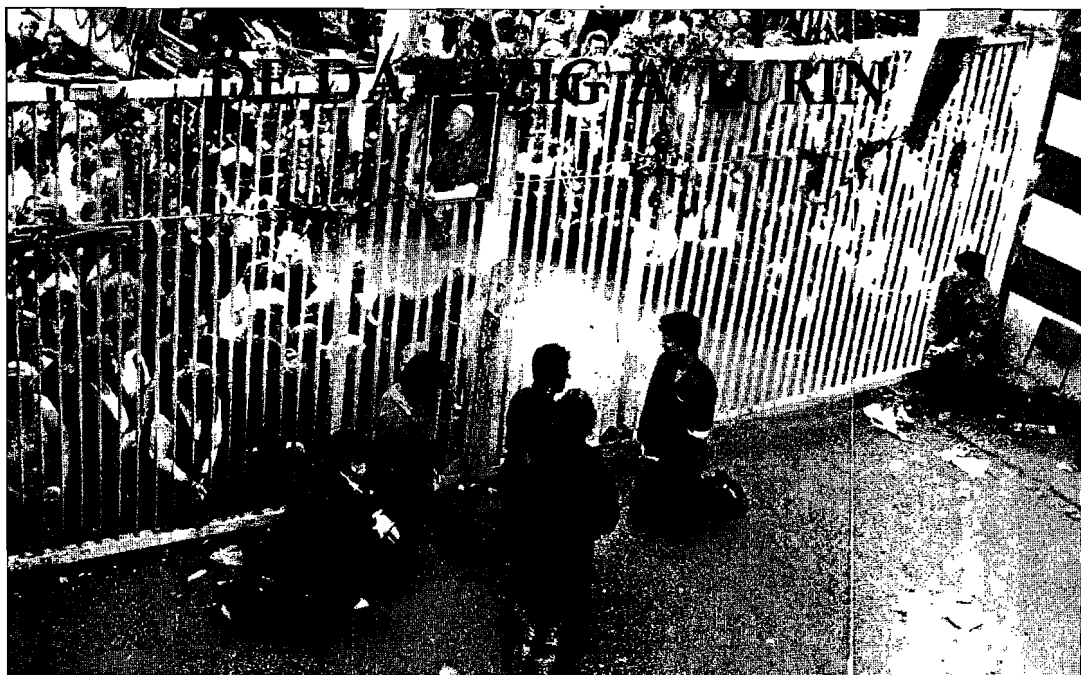


Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

Communisme et syndicats



de R. CESTELLI

Le drame de la grève en Pologne s'est conclu pacifiquement par un accord approuvé formellement par le gouvernement et par les grévistes.

C'est ainsi que s'est dissipé le cauchemar du système violent avec lequel fut brisée, il y a dix ans de cela, par la force du pouvoir communiste, une tentative identique des travailleurs polonais.

Dans un état d'attente trépidante, l'Europe a poussé un soupir de soulagement. Il

a été épargné, à la Pologne et au monde, une tragédie d'une portée incalculable car on ne pouvait en aucun cas considérer Varsovie comme Kaboul.

Les deux parties polonaises engagées dans cet affrontement sans précédent pour le monde communiste méritent une reconnaissance totale pour le sens de responsabilité et la disponibilité démontrés. Le «contrat social» conclu à Dantzig et à Stettin, après des semaines de lutte, surtout dans sa

revendication principale de former des syndicats libres et auto-administrés dans un pays européen de ce que l'on appelle le socialisme réel, ne peut pas être jugé sur un même plan qu'un «compromis», mais comme un véritable «tournant historique».

Le premier septembre, une date qui rappelle le début de la Seconde Guerre mondiale, alors que les grévistes retournent à leur travail, une ère nouvelle a commencé pour la Pologne et un glas d'avertissement a sonné pour le communisme mondial, dont le son suscitera des échos qui se répandront, plus ou moins lentement, dans l'espace et dans le temps.

Le communisme, qui a toujours déclaré être l'expression de la classe des travailleurs, est appelé, pour la première fois, à devoir reconnaître la classe ouvrière comme un partenaire jouissant pleinement de ses droits politiques. Si les accords de Dantzig seront respectés, le parti au gouvernement aura, hors de ses structures bureaucratiques, un interlocuteur auquel il devra rendre compte de ses actes. Ce n'est peut-être qu'avec cette formule qu'il sera juste de parler d'un socialisme réel effectif.

Les traites de Dantzig

La «Magna Charta» de la liberté syndicale, de celle de la presse, la fin de la censure et de l'emprisonnement politique sont autant de traites que le gouvernement de Varsovie a signées, parce qu'il était évident que les grands problèmes économiques au milieu desquels se débat depuis longtemps la Pologne ne pourront être résolus que par un nettoyage complet au sein du parti communiste polonais, par une reconnaissance sincère de toutes les erreurs commises et la participation active de la classe ouvrière à la direction de la vie politique nationale.

Les ouvriers, et donc le peuple polonais, ont démontré, en acceptant la signature, non seulement un bon sens extraordinaire, mais aussi de vouloir accorder, une fois encore, leur confiance au parti communiste de leur pays, même si étant donné sa flexibilité devant les impositions du gouvernement soviétique, lors des crises de 1956, de 1970 et de 1976 il ne mérite guère cette confiance.

D'autre part, la liberté de grève désormais acquise par les travailleurs polonais et qui pourrait conduire non pas tant à des grèves économiques mais bien à une véritable rébellion, est un élément qui devrait faire réfléchir non seulement le gouvernement de Varsovie, mais aussi celui du Kremlin, car la Baltique est une mer qui baigne la Pologne certes, mais également les républiques fédérées de l'U.r.s.s. où tout n'est pas rose et où rares sont ceux qui sont satisfaits.

Pologne, années 80

Les années 80 seront, pour la Pologne, celles d'un tournant qui comportera, outre un changement des structures politiques, de profondes transformations des structures portantes de l'économie nationale.

Il semble encore manquer, pour le moment, les idées permettant d'atteindre les objectifs nécessaires pour une réforme économique projetée vers le futur et, en outre, les améliorations salariales obtenues par les grévistes accentueront rapidement les difficultés économiques du pays, car les augmentations accordées par le gouvernement entrent en vigueur en un moment où le marché interne s'est vidé à cause de la grève.

La Pologne ne possède pas de devises fortes pour réaliser, grâce aux importations, les améliorations promises aux consommateurs et elles ne pourront être maintenues qu'en renonçant radicalement au programme de développement industriel.

En outre, même si la résitution des énormes dettes que la nation a contractées avec l'étranger sera graduelle, elle exigera d'énormes sacrifices économiques à tout le pays, bien que l'industrialisation déjà lancée devrait commencer à apporter une contribution non négligeable.

Une voie polonaise vers le socialisme?

L'assainissement économique de la Pologne sera réalisé uniquement si le gouvernement et le peuple uniront leurs efforts et que tous ensemble, intellectuels en première ligne, ils apporteront une contribution déterminante à la réforme économique qui

libère le système des entravers bureaucratiques en accordant plus d'espace aux initiatives libres.

Il conviendra, pour parcourir cette voie, de vaincre les résistances de la bureaucratie de l'Etat et du Parti qui, par crainte de perdre ses privilèges, s'opposera à toute réforme.

Le système féodal avec lequel s'est construit le «socialisme réel», après trente-cinq ans de domination est arrivé, en Pologne, à un carrefour d'où il ne peut pas reculer.

Les voies qui s'ouvrent devant lui portent des noms sans équivoque: «Chaos et catastrophe» ou «Réalisation de toutes les réformes».

Si le gouvernement de Varsovie choisira cette seconde voie et recevra la collaboration totale de la classe ouvrière, de laquelle les syndicats libres devront se porter garants, la productivité pourra être accrue, les salaires alignés sur la production et être un stimulant pour l'essor de cette même production.

Nous pourrions l'appeler, également, la voie polonaise vers le socialisme et si elle devait être empruntée, ses effets seraient ressentis dans toute l'Europe.

Après Dantzig

La disparition soudaine de Gierek de la scène politique polonaise, le lendemain de la signature des accords de Dantzig, et les manoeuvres militaires soviétiques qui l'ont immédiatement suivie aux frontières du pays avaient provoqué peur et soupçons, tous deux alimentés par le retard avec lequel le gouvernement commençait à appliquer le premier des engagements souscrits: la reconnaissance du syndicat libre «Solidarnosc» fondé par Lech Walesa.

L'épreuve de force entre le pouvoir communiste et le nouveau syndicat semble heureusement, tout au moins jusqu'à présent, s'être dissoute conjointement avec la menace d'une nouvelle grève générale. En effet, le Tribunal de Varsovie, bien que ne s'étant pas encore prononcé quant à l'aspect juridique, a cependant déjà reconnu à «Solidarnosc», avec ses neuf millions d'adhérents, une dimension syndicale nationale et son président, soulignant que les inscrits représentent les trois-quarts des forces

de travail de la Pologne, a exclu qu'on puisse l'estimer «un syndicat à la solde de l'impérialisme et de la bourgeoisie» comme l'avait défini, au cours de la séance plénière du Comité central du Parti communiste à Bucarest, le président Nicolae Ceausescu.

En condamnant, sans circonstances atténuantes, la naissance des syndicats indépendants en Pologne, le président roumain a dépassé, en fait d'intransigeance, les critiques déjà adressées par le Tchecoslovaque Gustav Husak et par l'Allemand oriental Erich Honecker; de même en ne faisant aucune distinction, dans son accusation, entre Gierek et son successeur Kania, responsables, le premier de ne pas avoir résolu en temps voulu les problèmes du pays en accord avec le parti communiste et la classe ouvrière, et le second en approuvant les syndicats indépendants créés à Dantzig.

La Pologne, qui est en train de construire son propre socialisme - à condition que l'U.r.s.s. le permette, naturellement - a jugé les déclarations de l'Allemagne orientale, de la Tchecoslovaquie et de la Roumanie, comme des interférences dans les affaires internes du pays.

Esprit d'Helsinki, si tu es là, dans l'aire du Pacte de Varsovie, frappe un coup!

A Belgrade, où il y eut un premier contrôle, il fut presque imperceptible; à Madrid, où les candidats participant à la nouvelle séance de spiritisme n'arrivent pas à se mettre d'accord, probablement sur l'ordre dans lequel s'asseoir autour de l'indispensable table à trois pieds, l'esprit d'Helsinki ne donnera certainement pas signe de vie, à moins que l'écho de quelques coups ne vienne de Kaboul.

Turin, les faits antécédents

Si la mort est parfois miséricordieuse, elle l'a certainement été pour Giorgio Amendola, car elle lui a épargné l'angoisse qui l'aurait tenaillé lors des vicissitudes syndicales de FIAT en 1980.

Ce vieil homme politique italien, honnête et sincère, figure absurde de communiste et nouveau Cassandre de son parti, publiait en novembre dernier, dans le magazine communiste «Rinascita», un formidable réquisitoire contre les erreurs du syndicat et du P.c.i. et dont le titre était «Interrogations sur les cas FIAT».



Turin est la ville d'Italie où, en raison justement de l'existence de ce grand complexe FIAT, il existe la plus forte concentration de masses ouvrières et, en particulier, d'ouvriers métallurgistes dont le syndicat a toujours constitué le fer de lance de tout l'appareil syndical italien.

Depuis l'automne chaud de 1968, le syndicat a maintenu les masses ouvrières de ce grand ensemble industriel italien dans un état d'agitation continue et il était évident, aux yeux de tout observateur froid, lorsque le terrorisme de gauche donna libre cours, en Italie, à ses premières actions que Turin aurait été la ville où il y aurait eu le plus de victimes et que ses ramifications auraient exercé à la FIAT une action d'intimidation à l'égard des dirigeants de l'entreprise à tous les échelons, provoquant des dommages dans les fabriques et des sabotages dans les chaînes d'usinage, conséquence logique d'un syndicalisme excessif follement égalitaire et d'une conflictualité portée aux macro-dimensions.

Il était tout autant évident que cette politique syndicale aurait provoqué un éloignement dangereux de la discipline sur le travail, un nivellement jusqu'à la perte de la professionnalité et une montée anormale de l'absentéisme avec, comme conséquence finale, un abaissement des taux de production au-dessous des limites économiques d'alerte, facteur très grave pour un

secteur comme celui de l'automobile tellement exposé aux contrecoups de la crise pétrolière et ouvert à une concurrence internationale exaspérée.

Après avoir parsemé ce grand complexe de matériel inflammable, le syndicat commit, lorsque l'incendie se propagea, la grave erreur de ne pas intervenir au-delà des grilles d'entrée de la fabrique pour en défendre la productivité, bien final d'où tous les ouvriers tirent leur travail et, par suite, leurs moyens économiques.

Devant la passivité du syndicat et l'état de tension que l'intimidation, les menaces et les actions violentes avaient créés parmi les cadres et les dirigeants à tous les échelons, FIAT prit la décision draconienne de licencier soixante et un éléments soupçonnés de sabotages et d'actions intimidatrices les plus graves.

Le syndicat eut une réaction extrêmement imprudente et déraisonnable, sans se donner la peine de contrôler, préalablement, leur éventuelle culpabilité et c'est ainsi qu'il proclama, pour leur défense, une grève générale de protestation manquée grâce au bon sens des ouvriers.

Naturellement, et prenons-en note pour les réflexions que nous en tirerons par la suite, cette prise de position du syndicat ne pouvait pas ne pas constituer une offense vis-à-vis des dirigeants à tous les échelons, des contremaîtres en première ligne et,

donc, de la masse des intermédiaires qui voyaient le syndicat se lever pour défendre une minorité éparpillée de responsables violents (réels ou soupçonnés) des agressions qu'ils avaient subies.

Quand, au cours des mois suivants, la magistrature incrimina la plupart des soixante et un comme appartenant aux Brigades rouges, personne n'osa le dire, mais le syndicat en fut incontestablement souillé.

Le réquisitoire d'Amendola

Le réquisitoire d'Amendola contre le P.c.i. et la C.g.i.l. parti, avant même que la magistrature ait contrôlé la matrice brigadiste, justement du licenciement des soixante et un et de l'échec subi par les syndicats avec la proclamation de la grève générale.

La survie même des institutions démocratiques italiennes, proclama Giorgio Amendola, est menacée par les attaques qui sont lancées de toutes parts contre l'économie du pays.

Disons la vérité aux ouvriers, concluait le défunt homme politique communiste, l'inflation, les grèves, le parasitisme des entreprises publiques, l'absentéisme et la dégradation de la vie civile exercée par le terrorisme affaiblissent toujours plus le poste de travail; une opposition capable uniquement de détruire et une majorité rendue incapable de gouverner constituent un danger pour le peuple tout entier et pour sa liberté.

Turin, automne 1980

L'homme ne peut pas arrêter le cours de la loi économique de l'offre et de la demande qui règle le marché, comme celui de toutes les grandes lois de la nature. Quand il tente de le barrer artificiellement, le déflux monte comme les eaux d'un fleuve en crue, renverse l'obstacle ou le contourne et provoque des dommages encore plus désastreux.

La crise mondiale de l'automobile est une réalité que personne ne nie plus, désormais; même les syndicats occidentaux l'ont reconnu.

Le marché demande toujours moins de voitures et il s'est déclenché, parmi les firmes productrices, une concurrence à l'échelle mondiale sans pitié, pour diminuer

les coûts et s'accaparer des parts croissantes d'une demande en baisse.

La construction des voitures de plus grosse cylindrée, sur lesquelles la production avait misé au cours de la première moitié des années 70, s'est révélée être une carte perdante à la suite des augmentations continues du pétrole; la demande s'oriente toujours plus vers des voitures de plus faible puissance et ayant, de toute façon, une faible consommation. Le changement de la demande est trop rapide pour une industrie dont le lancement de nouvelles lignes de production sur des nouveaux modèles est considérablement lent et techniquement jamais inférieur à cinq ans.

Première victime, British Leyland, l'industrie automobile d'Etat du Royaume-Uni. Le gouvernement refuse de jeter dans un puits sans fond l'argent de ses contribuables et l'entreprise ferme treize de ses unités de production.

Pour maintenir les coûts à des niveaux compétitifs, il convient de licencier 32 000 ouvriers: un sacrifice énorme. Les Trade Unions s'y opposent, mais l'imposante assemblée du personnel de British Leyland dément, à une majorité écrasante, le syndicat et accepte la réduction draconienne des effectifs.

Les colossales entreprises d'automobiles de Detroit entrent, elles aussi, en crise.

Plus de cent mille travailleurs sont licenciés et reçoivent les subsides du chômage.

La France réduit la production, mais ses unités de production ont des rendements élevés et donc une incidence de coût plus basse; et elle défend sa production en accroissant ses exportations.

La République fédérale d'Allemagne, malgré un rendement tout aussi élevé, licencie, elle aussi, mais surtout des ouvriers étrangers n'appartenant pas aux pays de la Communauté; et c'est ainsi que des milliers et des milliers de Yougoslaves et de Turcs sont contraints de retourner dans leur pays où les conditions économiques sont difficiles.

En Italie, Alfa Romeo, industrie d'Etat, perdait déjà, depuis quelques années, un milliard de dollars par voiture produite, comme le déclarait lui-même son président, M. Massacesi. Nous ignorons à quelle limite est arrivée cette perte aujourd'hui; elle a certainement plus doublé, mais le patron

demeure muet sur ce sujet, d'autant plus que c'est le contribuable italien qui paie. Les ouvriers d'Alfa Sud, pour le remercier, portent le taux d'absentéisme à 40%, un véritable record mondial!

L'absentéisme et la faible productivité se répandent en Italie chez FIAT également; le syndicat semble les considérer comme une conquête à laquelle on ne doit pas renoncer pour les travailleurs et un fait des plus normaux.

Personne n'explique, cependant, comment il est possible de soutenir une pareille déclaration de principe quand deux ouvriers produisent, sur les lignes de montage de Volkswagen et de Renault, autant que trois sur les lignes de FIAT et que quatre sur celles de l'Alfa Romeo.

Sans rappeler, d'ailleurs, que souvent les deux ouvriers hypothétiques de Volkswagen sont des Italiens du Sud, comme ceux qui travaillent chez FIAT ou chez Alfa Romeo.

FIAT, qui est une industrie privée et non un parasite nourri par la bienfaisance publique, est contraint, devant les aires remplies de voitures de moyenne cylindrée invendues de suspendre sa production. Une conversion ou une nouvelle restructuration demandera des temps longs, dans le présent immédiat, il est indispensable de réduire le personnel, si l'entreprise doit survivre, une mesure certainement douloureuse et difficile. En septembre dernier, la firme préannonce l'éloignement de l'usine de 23 000 travailleurs et leur mise en chômage technique, un mécanisme qui «assouplit» le licenciement et permet à l'ouvrier un long répit économique en attendant un nouvel emploi.

Les erreurs du syndicat

L'échec subi par la proclamation, pour le moins imprudente, de la grève en faveur des soixante et un, le réquisitoire d'Amendola, la réalité cruelle de la crise économique générale et celle spécifique du secteur de l'automobile n'ont pas constitué un motif de réflexion pour la Troïka qui se trouve à la tête du mouvement syndical italien.

Sans avoir consulté, au préalable, la base ouvrière intéressée et fait procéder à un vote final à scrutin secret de cette même base, MM. Lama, Carniti et Benvenuto, les trois grands bonzes du syndicat unitaire,

s'assumaient la grave responsabilité de lancer une grève à outrance des quatre-vingt-dix-neuf mille travailleurs de FIAT, entraînant également les effectifs d'autres entreprises intéressées, plus ou moins, à la production de la grande maison d'automobiles de Turin.

A ce moment-là, le parti communiste italien était en train de mener une bataille forcenée pour renverser le second gouvernement Cossiga et la grève se teintait d'une coloration politique immédiate.

Le maire communiste de Turin, M. Novelli, se précipitait devant les grilles de FIAT pour porter aux grévistes la solidarité de la municipalité et M. Berlinguer le suivait peu après pour affirmer que si les ouvriers avaient occupé les usines, le P.c.i. leur aurait apporté tout l'appui, tant politique que matériel.

Les organisations procommunistes s'empressaient d'ouvrir des souscriptions en faveur du personnel de FIAT qui menait une lutte aussi splendide contre les patrons.

La mise en scène nationale fut émouvante et pathétique même si, dans le fond, il se déroulait une tragédie économique; la grève avait arrêté la production des voitures mêmes de plus petites cylindrées, alors qu'elles représentaient la locomotive du marché et cette absence de livraison laissait un très vaste espace à la concurrence agressive étrangère qui en a naturellement profité pour soustraire à FIAT d'ultérieures tranches de marché et aux ouvriers de cette firme d'autres possibilités de travail.

Turin était présenté, sur toute la presse gauchisante, comme le Dantzig italien.

On a chômé, en Pologne, pour protester contre le syndicat unique de parti qui ne semblait pas représenter réellement les ouvriers. A Dantzig, les ouvriers, compacts et disciplinés et à la suite d'une décision spontanée et démocratique ont élevé leur protestation pour obtenir le droit de s'organiser en syndicats libres et indépendants, capables d'exprimer et de sauvegarder leurs droits et leurs intérêts; ils confirmaient, en même temps, leur foi dans l'Etat socialiste.

A Turin, la grève s'est immédiatement colorée de politique et cela n'intéressait guère les ouvriers; elle s'est déroulée avec des piquets sauvages et violents devant les grilles; la grève était imposée, non voulue.

Après trente-cinq jours, un cortège de

quarante mille personnes de chez FIAT, qui s'étaient auto-organisées, a défilé en ordre à travers la ville en réclamant le droit de pouvoir se rendre sur le lieu de travail. Les manifestants empêchèrent de parler le maire-adjoint de Turin qui tentait de leur tenir un discours politique.

Les dirigeants syndicaux se précipitèrent cette même nuit pour conclure l'accord avec FIAT et pour révoquer immédiatement la grève. S'ils ne l'avaient pas fait, quarante mille travailleurs, au moins, seraient entrés de force dans les établissements pour reprendre le travail.

En réalité, à Turin également, les travailleurs avaient manifesté contre le syndicat de parti.

Un syndicat malade

Il règne, aujourd'hui, dans les sièges romains des trois grandes centrales syndicales italiennes, un malaise et un désarroi, et le climat est tendu.

Lama, Carniti et Benvenuto se consolent, en faisant leur autocritique quant aux erreurs syndicales commises, en assurant que l'entreprise n'a pas gagné, mais ne veulent cependant pas reconnaître publiquement que le syndicat a été battu par sa propre base. D'après les nouvelles confuses qui circulent, il semble qu'on doit conclure que les trois confédérations ont cédé aux pressions du syndicat de cette branche lequel, à son tour, avait été conditionné, dans ses décisions, par une minorité violente.

Il s'est avéré, à la fin, que la grève, qui a intéressé plus de quatre-vingt-dix mille travailleurs, leur a coûté 50 millions de dollars en salaires perdus et provoqué des dommages à l'économie de la firme, qui ne peuvent pas encore être évalués, a été dirigée exclusivement par les membres de ces piquets de grève sauvages qui imposaient la grève, et interdisaient le droit au travail.

Quelques centaines d'extrémistes sont venus de plusieurs régions et bon nombre d'entre eux n'appartenaient pas ou n'avaient rien à voir avec le personnel de FIAT.

Nous sommes, quant à nous, tout autre que contraires à une forte représentation syndicale; mais nous estimons qu'elle doit être exclusivement l'expression sincère de la totalité des classes de travailleurs et non

pas d'une partie seulement et qu'elle puisse agir hors et au-dessus de tous les partis politiques; son rôle devrait être non seulement de protéger l'intérêt des travailleurs, mais de sauvegarder, également, la productivité de l'entreprise.

L'exclusion des classes intermédiaires, ou leur isolement, a été effectuée, jusqu'à présent, dans le but unique de prendre dans le filet d'une soi-disant solidarité sociale la poussée ouvrière et de pouvoir la déchaîner selon les exigences politiques du moment, c'est-à-dire de pouvoir manoeuvrer les ouvriers comme s'ils étaient des petits soldats de plomb. C'est pour cela que le syndicalisme italien s'est fait le promoteur d'une croisade en faveur du nivellement des valeurs et dont le résultat a été négatif non seulement pour la production, mais également pour tout le niveau moral de la masse des travailleurs.

Mais en revenant au cas FIAT, le syndicat ne pouvait pas ignorer, et il ne l'a pas niée, l'existence d'une crise de l'automobile.

Se braquer, en provoquant une grève à outrance, sur le principe - auquel on déclare ne pas pouvoir renoncer - de la mobilité du poste d'emploi, déjà stipulé dans les contrats, signifie vouloir conduire à la faillite l'entreprise et causer donc le chômage de tout le personnel, ou vouloir la contraindre à un emploi forcé, obtenir la suspension de toute action de faillite à son égard et la transformer, aux frais de l'Etat, en une entreprise parasitaire à basse productivité chronique et imposer, enfin, un protectionnisme douanier qui conduirait l'Italie hors de l'Europe aux limites du tiers monde.

Pour les travailleurs, naturellement, le niveau des salaires baisserait jusqu'à la limite de la rupture, de cette rupture qui a amené les ouvriers de Dantzig à se rebeller contre le syndicat du parti au gouvernement.

Pour le moment, notre diagnostic du syndicalisme italien est de maladie grave; le pronostic est réservé, mais pas encore fatal, parce que nous nourrissons un espoir de repentir, mais il est certain que des substitutions importantes sont nécessaires à son sommet.

R. C.

20 octobre 1980

PRESENTATION

La constitution du premier Parlement européen au suffrage direct a provoqué des frémissements de nouveaux espoirs au sein de tous les peuples du vieux continent.

Mais la première année de vie du nouveau Parlement a considérablement refroidi les enthousiasmes suscités par son élection.

Ils avaient, en effet, été trop faciles: la voie qui mène à l'Europe est longue, difficile et rude. Les obstacles dont elle est parsemée ne sont certes pas insurmontables, mais il convient d'avoir les idées claires sur ce que nous voulons effectivement construire, sur la façon avec laquelle nous voulons parvenir à ce résultat, sur comment nous voulons que chaque ethnie, chaque peuple trouve sa place dans le nouvel édifice européen, grand et complexe et, enfin, sur comment nous voulons que cet édifice soit administré dans l'intérêt non seulement de tous les Européens, mais aussi de la paix et du développement civil dans le monde.

Nombreux sont les problèmes qu'il faudra affronter.

«Le Bulletin Européen», en tant que tribune libre de l'euro-péisme, inaugure, avec ce numéro, la rubrique «Débat Europe» à laquelle il est prêt à accorder tout l'espace que les interventions des lecteurs exigeront.

Nous ouvrons cette nouvelle rubrique en publiant, grâce à l'aimable concession de son auteur, une lettre ouverte que M. G.M. Violi, euro-péiste convaincu depuis longtemps, adresse à tous les partisans de l'Unité européenne de l'Est et de l'Ouest et, en particulier, au Parti Fédéraliste Européen.

Cette lettre, qui fait partie d'un essai que l'auteur se réserve de présenter en une autre occasion, développe la thématique, nouvelle et originale, selon laquelle les Etats totalitaires de n'importe quelle couleur sont le produit logique et dégénéré du «système» démocratico-représentatif qui se cristallise dans l'*Etat national souverain*.

Ayant abandonné la conception *newtonienne* du contraste des forces sociales identifiées dans les partis politiques, l'auteur passe à une conception *einstenienne* selon laquelle la société n'est pas, comme l'avance Hegel, la somme d'atomes humains, mais la somme d'énergies humaines qui, sous forme d'*exigences*, déterminent une société où l'homme, en se personnalisant, acquiert le sens de la responsabilité en posant l'hypothèse d'une révision de la philosophie du Droit.

Le tout dans le cadre d'une perspective historique qui voit dans la Révolution soviétique uniquement une phase de la Révolution européenne, plus vaste, qui a commencé avec la Première Guerre mondiale.

Nous estimons cet essai incontestablement intéressant en raison des idées nouvelles qu'il exprime et des questions qu'il pose sur le problème de l'Union de la Grande Europe.

Etant donné sa longueur, la publication de ce texte est prévue en quatre numéros successifs.

Tout droit d'utilisation de cet ouvrage est réservé à l'auteur.



UNE FENETRE SUR LE FUTURE

de G.M. VIOLI

Lettre ouverte au Parti Fédéraliste Européen
et à tous les partisans de la Grande Europe.

La culture de la fin du Moyen Age était florissante parce que les gens se laissaient guider par la vision de la *Cité de Dieu*. La société moderne a été florissante parce que les gens étaient animés par la vision de la croissance de la *Cité Terrestre du Progrès*. Cette vision a cependant dégénéré, pendant notre siècle, en une *tour de Babel* qui commence, aujourd'hui, à s'effondrer et finira par nous ensevelir sous ses ruines. Si la Cité de Dieu, d'une part, et la Cité Terrestre, d'autre part, étaient la thèse et l'antithèse, une nouvelle synthèse est la seule alternative au chaos: c'est la synthèse entre le noyau spirituel de la fin du Moyen Age et le développement de la pensée rationnelle et de la science depuis la Renaissance. Cette synthèse est la *Cité de l'Etre*.

ERICH FROMM

I l y a quatre ans de cela - le 24 octobre 1976 - j'écrivis à Indro Montanelli, directeur de «Il Giornale Nuovo», pour lui dire que, à mon avis, le quotidien dont il était un des fondateurs, ne savait pas voir au-delà des rideaux idéologiques de notre époque; c'est-à-dire qu'il ne savait pas interpréter les événements du jour dans le cadre de la logique historique qui les déterminait en en projetant le sens au-delà du marxisme et de l'antimarxisme; au-delà du libéralisme et de l'antilibéralisme, pour une unité supérieure convenant aux dimensions extranationales de la vie contemporaine .

Nous ne pouvons pas appliquer à une dynamique de cette dimension - affirmais-je - les mêmes principes que ceux qui sont valables pour des sociétés semi-patriarcales du type XIX^e siècle; c'est pourquoi, imaginer de réaliser l'unité de l'Europe avec la méthode des partis et avec des élections au suffrage universel - comme si notre continent n'était constitué que d'un seul peuple, d'une seule origine, d'une culture homogène avec des besoins identiques, etc. - est une idée ridicule, avant même d'être ingénue et commode uniquement pour ceux qui désirent transférer sur le plan continental la même confusion de la vie publique de chez nous.

Si l'Europe doit se réaliser, ce sera une construction dans laquelle se dissolvent, pour se recomposer en synthèse, toutes les vieilles théories, des marxistes aux libérales. Il faudra que ce soit une construction nouvelle, originale, et non conditionnée par ce que nous connaissons déjà.

Si l'on n'y remédie pas dès maintenant en orientant dans ce sens les idées pour une recherche passionnée et désintéressée, libre de tout autre préconception idéologique, ce sont les événements qui penseront à en créer les conditions avec une guérilla interne alimentée par les «Etats nationaux» porteurs d'idéologies.

Une idée nouvelle pour l'Europe

Il faut se rendre compte que les schémas des régimes représentatifs, nationaux et souverains, sont désormais dépassés dans la conscience des peuples, parce qu'ils sont inadaptes à la représentativité démocratique et libérale d'une société qui, par delà des nécessités pratiques et non seulement idéologiques, vise à l'unité.

Mais il ne suffit pas que l'unité soit dans les choses: elle doit être également dans l'esprit et pour l'être, il faut que l'Europe soit construite sur une structure qui permette la libre expression de tous ses peuples, y compris ceux de la partie orientale de notre continent. Mais avant même les structures, il faut construire les idées, la doctrine qui doit les substantier et démontrer l'inadéquation de toutes celles qui sont diffusées actuellement, comme si elles étaient les seules valables. Le monde a profondément changé de nos jours; nous avons besoin de faire appel à des sources d'idées différentes de celles qui conditionnent aujourd'hui notre mode de pensée.

Il faut connaître le passé pour le critiquer, point après point, à la lumière de la réalité nouvelle et il ne faut pas accepter que quelqu'un nous impose de le rejeter sans en connaître sa culture et sa vérité. L'endoctrinement à sens unique est l'indice le plus élevé et le plus évident de misère intellectuelle. Nous avons trop d'innovateurs de ce type!

Il nous faut une plate-forme profondément étudiée pour donner vie à une construction destinée à annuler toute autre construction, y compris la construction marxiste qui semble, aujourd'hui, être arrivée à son apogée mais qui, en réalité, l'ayant dépassée et en ayant dénaturé l'idée originale, a commencé son déclin qui ne peut pas être arrêté.

Un vide à combler

C'est un vide qu'il convient de combler, si l'on ne désire pas cesser d'être vivants. Des penseurs comme Hegel, Guido de Ruggiero, Gaetano Mosca l'avaient prévu, et de Tocqueville en avait présagé l'ampleur qui est documentée par les connotations d'aujourd'hui.

Les partis qui se réclament des principes de la Justice sociale pour la sauvegarde des libertés subjectives, s'affronteront sur le terrain des réalités pratiques dès que les conditions objectives, stratégiques et internationales le permettront.

Le choc sera suivi de la synthèse, à condition que l'on sache, dès maintenant, lui donner une plate-forme théorique qui facilite l'événement et rende la lutte moins âpre et sanglante.

J'écrivais à Montanelli, à cette époque, qu'il manquait à son «Giornale» l'engagement à attirer, avant qu'elles ne meurent, les inspirations d'extractions opposées, de droite comme de gauche, et dont quelques-unes sont déjà en phase d'agonie. Si une presse veut être vivante, elle doit savoir projeter sa lumière au-delà des obscurités du présent et avancer, dans la mesure du possible, des théories sur les exigences du futur.

Très modestement, Montanelli répondit en assurant qu'il n'était qu'un simple journaliste et non un théoricien ou un philosophe; c'est pourquoi il ne lui restait guère de temps pour résoudre des questions auxquelles «pas même Splengler, dans son oeuvre monumentale» n'avait su apporter une réponse.

La révolution que nous vivons

La majorité de l'opinion publique européenne ne se rend pas compte que nous sommes les témoins de la plus grande révolution que l'histoire du genre humain ait jamais enregistrée et de laquelle - la russe - n'a été qu'une phase. Il en ressort que l'impératif catégorique, pour quiconque veut faire vraiment quelque chose de concret et ne pas se perdre dans la confusion des partis politiques, est d'ouvrir une fenêtre sur le futur.

Umberto Mori a écrit: «Celui qui croit mais ne fait rien, est comme s'il ne croyait pas, et pour 'faire', c'est-à-dire pour entrer dans l'action concrète, il n'y a que la voie techniquement indispensable de la caractérisation des partis. C'est un choix imposé par le monde politique où nous vivons et agissons».

Cette proposition a tout l'air d'être inspirée par une logique irréprochable; il est dommage qu'elle parte d'une condition préliminaire erronée.

Il y a, dans ces mots, l'intention de donner corps à l'idée de l'unité européenne en ayant recours à la même technique - dans des conditions historiques profondément diverses - que celle qui a donné forme et contenu au «système démocratique représentatif» des Etats nationaux actuels; un système qui, selon lui, impose l'emploi du parti politique; c'est-à-dire l'emploi de l'instrument du «système» le plus qualifiant et déterminant.

Le seul fait que cette technique soit imposée nous fait dire que la logique veut qu'elle soit rejetée.

Comme le parti politique est l'instrument dont se sert la technique pour donner une forme à ce système, comment peut-on imaginer de donner une forme à un autre système différent qui, à son tour, donne corps à une nouvelle idée en utilisant «cette» méthode qui, de toute façon, donne toujours lieu à ce système?

Il n'existe pas une idée sans une méthode qui la réalise et chaque idée ne dispose que d'une méthode, hors de laquelle elle ne réalise pas un but. Pour réaliser l'idée de l'unité de l'Europe, de l'Est à l'Ouest, il faut déduire des données objectives qui ressortent de l'étude des forces agissantes dans la société, une méthode capable de donner un corps agissant et, par conséquent, également juridique à cette idée.

L'Etat souverain

Pour Alain Besançon, l'Etat soviétique se différencie des Etats traditionnels non pas parce qu'il est un «parti-Etat», mais parce qu'il est l'Etat d'un parti idéologiquement différent des autres partis. Pour Besançon, donc, l'Etat soviétique serait un Etat différent de l'Etat traditionnel, uniquement parce que son idéologie serait différente.

Ce qui est manifestement erroné.

Il rentre dans la fonction des partis de se faire porteurs de leurs propres idéologies et l'on ne voit pas pourquoi avec l'avènement au pouvoir d'un parti majoritaire, il devrait se produire l'avènement d'un Etat différent. Il s'agirait, de toute façon, d'un Etat souverain en rien différent de tout autre Etat fondé sur une autre idéologie.

Et ceci parce que c'est le «parti» en soi qui donne lieu à la structure étatique

(socio-politique et administrative) de la société et non son contenu idéologique.

C'est avec opportunité que Luciano Pellicani a fait observer dans «Mondo Operaio» de juin 1980 que la plupart des scientifiques du système yougoslave - Meister, Bourdet, Vanek, etc. - sont d'accord que la structuration sur un seul parti du système politique rend vain, en grande partie, la démocratie autogérée.

Si l'on continue à qualifier l'Etat à travers la méthode des partis, nous aurons des Etats souverains fondés, toujours et de toute façon sur une idéologie.

Telle est la raison pour laquelle l'Etat bolchevique, tout en se proclamant différent, est et reste essentiellement identique à n'importe quel autre Etat gouverné par une partitocratie pluraliste.

Le problème de fond est tout autre. C'est la souveraineté de l'Etat que nous devons transférer du sommet à la base, si nous voulons donner à la société de nouvelles structures sociales et juridiques.

Besançon écrit: «... (le communisme) dérivant d'une conception manichéenne de la lutte de classe, ne prévoit pas de notion, ne serait-ce que quelconque, de solidarité de droit et de fait pour les différents groupes sociaux qui corresponde, de quelque façon que ce soit, à la notion antique de bien-être commun. Le parti communiste ayant pris le pouvoir au nom du 'prolétariat' sans reconnaître aucun devoir vis-à-vis des autres classes, prévoit que leur sort - bon ou mauvais - soit réglé par la victoire du 'socialisme'» (A. Besançon - «Présent soviétique et passé russe», Paris, 1980, page 306, Préface du livre de Ilja Zemtsov «La corruption en Union soviétique», Hachette, Paris, 1976).

C'est vrai qu'il entre en jeu, également, la conception que le communisme a de la société, mais ce n'est pas la conception différente que tout parti peut avoir de la société qui détermine le «système»; le «système» est déterminé par l'avènement au pouvoir du parti ou des partis, en tant qu'instruments d'organisation et de domination de la vie associée.

Le problème résolutif ne réside donc pas dans le fait que l'Etat soit libéral plutôt que communiste, ou vice versa, mais dans le fait que la «souveraineté» politique soit reconnue à la base de la société, c'est-à-dire au peuple, et non à son sommet, tout en laissant, cependant, à ce dernier la quantité de pouvoir qui lui permette de donner des ordres et de distribuer des compétences dans les organes administratifs de l'Etat.

Comment ceci peut se réaliser et avec quelle méthode, c'est une réponse que nous donnerons plus loin. Limitons-nous, pour le moment, à considérer l'Etat tel qu'il se présente dans l'horizon actuel.

D'après Besançon, l'Etat dans lequel s'identifie le parti communiste serait, dans un certain sens, un «Etat pas comme les autres» et, dans un autre sens, il serait un «Etat comme les autres». Un Etat hybride, en somme, privé de sa propre physionomie spécifique. Et ceci parce qu'avec l'avènement du «parti bolchevique» au pouvoir, la Révolution russe a laissé l'Etat tel qu'il était dans son essence, bien qu'orienté à gauche plutôt qu'à droite; mais il restait toujours et de toute façon l'Etat au vieux visage qui assume, pour le compte de la base, le pouvoir souverain et national.

Telle est la raison pour laquelle le système soviétique n'est qu'une variante dégénérée du système, et non pas un système autre et différent. Au contraire, le système soviétique a porté au paroxysme la logique qui distingue le système démocratique et représentatif, en en suffoquant toute dialectique et, avec elle, la liberté.

Pour organiser la société avec un autre système, il convient d'imaginer une méthode qui ne soit pas la partitocratie et ni même la dictature; une méthode qui permette de l'ordonner dans un rapport de forces et de pouvoirs coercitifs qui soient toujours et de toute façon sujets à la souveraineté de la base, c'est-à-dire au contrôle et à la libre volonté du peuple.

En admettant que chaque méthode ne réalise qu'un seul système et que l'on ne puisse pas, avec cette même méthode en réaliser un autre effectivement efficace et satisfaisant, je demande au Parti Fédéraliste Européen avec quelle méthode, valable pour le peuple de l'Est et de l'Ouest, il entend réaliser l'idée d'une société européenne qui comprenne tout le continent?

(à suivre)

XV° CONGRES INTERNATIONAL DE SCIENCES HISTORIQUES

Les travaux de ce Congrès, qui s'est tenu à Bucarest du 10 au 17 août, a réuni 2700 chercheurs de 66 pays. On a débattu les plus récents résultats des recherches dans les domaines de l'historiographie universelle, de la philosophie de l'histoire, de la chronologie et de la méthodologie. Les communications ont démontré la nécessité d'une approche pluridisciplinaire dans l'étude et l'interprétation de tout phénomène historique. Nous reproduisons ci-dessous le texte d'une des interventions du Pr J.C. Dragan.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

J'ai demandé la parole en ma qualité de président d'une fondation européenne et de vice-président de la «Paneuropa».

Il y a bien longtemps que nous travaillons pour la fédéralisation, pour le fédéralisme en Europe. Un de nos buts a été de porter une contribution à la Communauté Culturelle Européenne, puisque s'il y a quelque chose de vraiment commun entre les peuples de notre continent c'est justement la culture.

Nous avons également lancé l'idée de la formation d'une Académie des Historiens européens, qui puisse élaborer une histoire commune de l'Europe, car c'est justement l'historiographie qui divise encore les Européens et c'est une vision commune de l'histoire qui est nécessaire pour la formation des Européens. Est-ce que le congrès pourrait retenir et faire sienne cette idée, et inviter des volontaires à s'inscrire au Secrétariat pour offrir leur collaboration à cette oeuvre?

Nous vivons dans le siècle du fédéralisme; je vous rappelle que le premier qui a formulé la possibilité d'une fédération européenne a été Aurel Constantin Popovici, un Roumain qui vivait dans l'empire de l'Autriche et qui a publié même un livre intitulé «Les Etats-Unis de l'Europe Centrale» (ou plus exactement «de la Grande Autriche», comme dit Popovici en employant le langage de l'époque). Il voulait convaincre l'empereur de transformer son empire sur des bases fédéralistes justes et équitables pour toutes les nations. Si on

avait écouté Popovici, on aurait pu certainement éviter la Première et peut-être aussi la Deuxième guerre mondiale. La Fondation Européenne Dragan a republié ce livre dans sa version roumaine.

Et la situation en 1980? Et bien, en Europe nous avons maintenant cinq fédérations, la fédération yougoslave, allemande, autrichienne et suisse (qui s'appelle «confédération») et très prochainement nous aurons la Belgique. Quant à l'Urss, qui embrasse l'Asie, je crois qu'elle ne renoncera jamais à son empire asiatique pour le plaisir de s'appeler européenne. Nous avons ensuite le Marché Commun, avec ses neuf pays, qui à partir de l'année dernière a un Parlement vraiment représentatif, qui est la première étape pour l'Europe Politique.

L'avenir de l'Europe unie doit surmonter de très grands obstacles, parmi lesquels je cite la lutte des langues parlées en Europe et l'attachement presque aveugle à l'idée de souveraineté nationale, à laquelle on ne veut pas renoncer malgré le fait qu'une fédération signifie bénéficier en commun de la souveraineté.

Je crois que la première étape de l'unification est la confédération basée sur le principe de la liberté totale de s'unir. L'application de ce principe pourra produire des surprises, par exemple la fin des deux Europes, Occidentale et Orientale. En conclusion, l'Europe n'a qu'une seule alternative: s'unir ou mourir!

J.C. Dragan

LES JEUX OLYMPIQUES ET LEURS PERSPECTIVES D'AVENIR

Résolution 738 (1980) de l'Assemblée Parlementaire

L'Assemblée,

1. Constatant avec regret que les Jeux Olympiques s'écartent de plus en plus de l'antique idéal que l'on avait entrepris de faire revivre à la fin du siècle dernier;
2. Constatant qu'ils ne répondent plus strictement à leur objet qui est la compétition sportive pour l'honneur et l'épanouissement physique et moral de la personne humaine;
3. Déplorant qu'ils soient devenus aussi et d'abord une compétition politique et commerciale entre les grands Etats et les grandes métropoles, compétition dans laquelle interfèrent des intérêts économiques, industriels, financiers, nationalistes et idéologiques;
4. Déplorant que les énormes investissements qu'exigent l'infrastructure et l'organisation de ces Jeux excluent des pays de moyenne ou petite dimension de pouvoir, à tour de rôle, les accueillir;
5. Déplorant que ceux-ci, au lieu d'être un facteur de paix, deviennent l'occasion de discorde dans les rapports internationaux;
6. Rappelant que les jeux antiques constituaient une trêve sacrée, que nul athlète venant d'une nation en état de belligérance ne pouvait y participer, et que les cités en guerre devaient déposer, au moins provisoirement, les armes si elles voulaient que leurs champions fussent admis à concourir;
7. Souhaitent, qu'à cet égard aussi, l'esprit olympique soit restauré, et que soient encouragées toutes les dispositions qui pourraient conduire, pendant la durée des Jeux, à une interruption des hostilités entre les nations ou les peuples engagés dans une action armée;
8. Rappelant que, dans l'Antiquité, les Jeux se déroulaient toujours au même endroit, dans un lieu consacré à cet effet;
9. Se référant aux propositions faites à deux reprises, en 1976 et en 1980, par le Gouvernement de la République hellénique, relatives à l'établissement permanent des Jeux en Grèce;
10. Se référant à la Résolution sur «le sport dans la société», adoptée par la Conférence des Ministres européens responsables du sport, qui s'est tenue à Londres en 1978;
11. Ayant enregistré avec satisfaction l'intérêt manifesté par la Conférence des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe qui, dans ses travaux récents, s'est déclarée prête à soutenir la présente résolution;
12. Ayant pris connaissance du rapport de sa Commission de la culture et de l'éducation (Doc. 4585), qui tient compte notamment d'études et conversations conduites en Grèce,
13. Demande:

a) que toutes les autorités publiques, organisations internationales et organismes internationaux ou nationaux compétents concertent leurs efforts pour remédier à la politisation, au gigantisme, à la commercialisation, au professionnalisme et à toutes les déviations qui compromettent la survie des Jeux Olympique; b) qu'à cet effet, les Jeux Olympiques d'été se tiennent désormais régulièrement et à titre définitif dans un même lieu, sur leur terre d'origine, à proximité d'Olympie; c) que ce lieu, désigné comme la «Néa Olympia», soit doté d'un statut international approprié et placé sous l'autorité du Comité international olympique; d) que le Gouvernement grec et le Comité international olympique définissent le statut international de la Néa Olympia; e) que les dispositions soient prises, permettant de réaliser les installations de la Néa Olympia grâce à un financement inter-

national; f) que la Néa Olympia devienne un lieu de rapprochement entre les peuples et d'activités sportives et culturelles permanentes, notamment par la création de trésors artistiques et de maisons d'athlètes; g) que l'organisation et le déroulement des compétitions se rapprochent le plus possible de l'idéal d'épanouissement individuel, de fraternité internationale et d'encouragement à la paix, qui est leur raison d'être; h) que l'organisation des Jeux Olympiques d'hiver s'inspire des mêmes principes; i) que les gouvernements des Etats membres apportent au Comité international olympique tout l'appui possible et toutes les aides nécessaires pour concourir à la réalisation de ces buts.

CONSEIL DE L'EUROPE

SECRETARIAT GÉNÉRAL

Référence à rappeler.

COMMISSION DE LA CULTURE
ET DE L'ÉDUCATION

Strasbourg, le 8 août 1980

AC

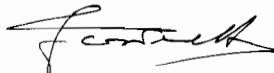
Cher Monsieur,

C'est avec un très grand intérêt que j'ai lu les articles consacrés aux Jeux olympiques et leur éventuel retour à Olympie, parus dans le Bulletin européen du mois de mai 1980. J'ai tout spécialement noté la position du Parlement européen que vous publiez dans ce numéro, et je crois utile dans ce contexte de vous faire savoir que l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe se préoccupe également de cette question.

En effet, sur la base d'une proposition de recommandation présentée par M. Druon et plusieurs de ses collègues en janvier 1980, la Commission de la Culture et de l'Éducation a été chargée de préparer un rapport sur les Jeux olympiques et leurs perspectives d'avenir, qui sera discuté à l'Assemblée parlementaire à la prochaine Session (le vendredi 26 septembre 1980). Le Rapporteur est M. Maurice Druon qui, dans le cadre de la préparation de son rapport, a effectué une mission en Grèce au mois de mai dernier.

Je ne manquerai pas, si vous le souhaitez, de vous faire parvenir, dès qu'il sera adopté par l'Assemblée parlementaire, le rapport de M. Druon, ainsi que la recommandation.

Veuillez agréer, cher Monsieur, mes salutations les plus amicales.



Gian-Paolo Castenetto
Secrétaire

Dr. J. Constantin Dragan,
Bulletin européen,
Foro Traiano 1/A
I - ROMA

VARSOVIE DANS LE PLAN FOCAL

*Politique de détente après les
faits de Dantzig*

de KURT BECKER

Aurons-nous eu, au cours de cet été, une nouvelle ère glaciale de la grande politique en Europe et en Allemagne également, où l'abaissement de la température entre les deux puissances mondiales, après l'intervention soviétique en Afghanistan, ne s'était pas fait sentir partout? Ces craintes sont fondées car la partie n'est pas encore finie dans la crise polonaise. Le régime de Varsovie paie, avec une dégradation incroyable de l'autorité, des concessions surprenantes et des sacrifices hiérarchiques rigoureux dans l'appareil de l'Etat et du Parti, le prix élevé des erreurs commises. Edouard Gierak et avec lui, le mouvement de grève baltique, s'incline devant la raison de l'Etat polonais de limiter le conflit aux pourparlers et aux compromis, loin de l'emploi de la violence, pour éviter que les Soviétiques, voyant leur empire en danger, n'interviennent avec leurs chars d'assaut et leurs canons.

Le gouvernement soviétique n'a pas bougé. Mais, jusqu'à présent, il a toujours hésité, sauf en 1953 à Berlin et dans la RDA, avant de bloquer l'exigence explosive de plus de liberté pour les peuples de l'Europe orientale. C'est ainsi que cela s'est passé à Budapest en 1956 et à Prague en 1968. L'intervention en Afghanistan a été précédée, elle aussi, d'une hésitation qui a duré plusieurs mois. Au cours de l'*octobre polonais* de 1956, l'armée soviétique était prête à intervenir, mais elle ne le fit pas. Le fera-t-elle cette fois-ci? Tant qu'il subsistera en Pologne la possibilité d'une escalade, tout danger d'une grave détérioration de la situation internationale ne sera pas écarté.

D'autre part, Washington s'abstient, intelligemment, de toute initiative et ne prend pas la parole en faveur de la Pologne, bien que Jimmy Carter ait affirmé que sa maxi-

me la plus importante, en politique étrangère, est la défense des droits de l'homme, en particulier vis-à-vis du bloc oriental, bien que ce soit, à Washington, deux hommes d'origine polonaise - MM. Brzezinski et Muskie - qui dirigent la politique étrangère et que l'on ne puisse pas douter là comme dans le reste du monde occidental, de l'appui moral apporté aux travailleurs en révolte. Ce silence est explicite et cache l'évaluation rationnelle du danger qui plane.

M. Helmut Schmidt, lui aussi, a dû, en raison de ce danger, renoncer à sa visite en RDA. Il se serait trouvé dans une situation pénible si au cours de sa rencontre avec le leader de la SED, M. Erich Honecker, il avait été surpris par une intervention du Pacte de Varsovie et si M. Honecker, selon ses engagements, avait exprimé ses sympathies pour l'intervention armée contre les grévistes de la côte baltique. La crise polonaise, en outre, a provoqué une crise en RDA. La SED craignait une contagion et cet état de fait aurait créé des difficultés pour planifier la voie à M. Helmut Schmidt et obtenir un résultat satisfaisant des pourparlers. Revenir les mains vides? Personne ne l'aurait pardonné au Chancelier. Mais le fait d'avoir annulé précipitamment la ville de Rostock dans le programme de visite, par crainte de démonstrations de sympathie à l'égard de M. Schmidt dans le Mecklenbourg, a été l'expression de la peur.

Il était donc indispensable que le Chancelier renonce à ce voyage. Mais sa supposition que les *faucons* avaient récemment conquis du terrain au sommet de la SED ne devrait être rien d'autre qu'un diagnostic partiel dans le tableau politique international. Au début de cet été, la crise Est-Ouest avait un peu diminué: le président français

et le chancelier allemand avaient réussi à convaincre Carter de ne pas suivre à la lettre la ligne diplomatique décidée après l'intervention soviétique en Afghanistan, c'est-à-dire celle de l'isolement et de la punition de l'Union soviétique. Les rencontres avec Brejnev de Giscard et Schmidt et, également, leurs consultations projetées avec Gierek et Honecker, ont donné l'impression que le processus de normalisation dans les rapports avec l'Est était en plein développement.

Mais le conflit en Pologne, ses retombées sur les pays limitrophes, l'éventualité d'une forte secousse pour tout le bloc oriental ont retiré une partie de la crédibilité à cette interprétation prometteuse. Les vieux foyers de crise existent encore: Afghanistan, Iran, Moyen-Orient. Il vient s'y ajouter un moment d'arrêt dans le domaine du désarmement et de la limitation des armements. Le destin du second traité entre l'Urss et les Usa sur la limitation des armes nucléaires stratégiques sont un symbole inquiétant de cette interruption. Un autre facteur d'insécurité sont les élections présidentielles américaines de novembre prochain.

On attribue à Helmut Schmidt la conviction que la grande crise des relations Est-Ouest, avec toutes les aggravations possibles et imaginables que renferme le drame des otages de Téhéran et la voie sans issue où se trouvent les pourparlers de paix au Moyen-Orient, atteindra son point culminant lors du printemps prochain. Ce jugement est émis avec un ton plus préoccupé que dans les autres capitales et ceci est dû à la particularité de la situation allemande. La coopération Est-Ouest a donné ses fruits les plus importants justement en Europe centrale, mais en aucun lieu comme en Allemagne, les crises n'ont de telles répercussions. On craint maintenant qu'après les *pourparlers de paix* en Pologne, la politique d'éloignement de l'Occident imposée par les Soviétiques ne devienne plus rigoureuse.

Les événements polonais auront-ils des répercussions sur l'Ostpolitik de Bonn? Il faut espérer le contraire, et ce n'est pas du tout certain. Mais, d'autre part, on ne peut pas considéré comme étant une analyse sérieuse, le verdict prononcé par Franz Josef Strauss et par d'autres leaders de l'Union démocrate-chrétienne, après la décision du

Chancelier de ne pas rencontrer Honecker, affirmant que l'Ostpolitik a échoué et, avec elle, la détente.

Ces slogans créés sur mesure pour la campagne électorale ne sont même pas justifiés par un refus historique d'une ligne politique. La réalité est que sans détente, sans le document d'Helsinki, sans la fin de la dénomination de l'*agresseur* allemand, les travailleurs de la côte Baltique polonaise n'auraient pas pu se soulever et lutter pour obtenir plus de droits civils. L'Occident ne peut pas se permettre de renoncer à la substance de la tentative de trouver un *modus vivendi* avec l'Est européen sur la base de laquelle on ne peut pas renoncer à l'équilibre militaire.

Cet équilibre - on l'a souvent constaté - n'est pas fait uniquement d'une égalité de potentiel militaire, mais dépend également de la stabilité interne des pays de l'Europe orientale. Cette stabilité a été perdue en Pologne et il se répand, dans les pays limitrophes, la crainte que l'attrait du désir ardent des Polonais ne puisse se transformer en un crépuscule des dieux et provoquer l'«intervention fraternelle» des Soviétiques. Il faudra que nous nous préparions donc à une phase d'arrêt ou de régression dans la coopération Est-Ouest en Europe. La visite du Chancelier en RDA, projetée depuis longtemps et renvoyée trois fois, pourrait être renvoyée une fois encore, mais à une date indéterminée.

Quand il se forma, il y a trois ou quatre ans, un mouvement populaire contre le régime de Honecker orienté vers l'esprit de Helsinki, Berlin-Est interrompit le fil du discours avec Bonn et s'en éloigna brusquement. C'est ainsi que l'on arriva aux contrôles abusifs sur les voies de transit, Wolfgang Biermann fut extradé, Bahro arrêté, Havemann offensé et il fut empêché à Kohl d'accéder à Berlin-Est. Le Chancelier conserva malgré tout son sang-froid. Encouragé par Brejnev et par sa visite à Bonn en automne, Honecker démontra une certaine disponibilité (nous sommes en 1978) pour conclure le plus grand cycle de pourparlers jamais tenté jusqu'à ce jour; il obtint de gros avantages monétaires auxquels il ne peut plus renoncer en raison des graves difficultés où se trouve l'économie de son pays. Mais Bonn a toujours été disposé à payer un prix élevé pour la population de la RDA. Et, une fois encore, il s'en est

tenu à cette ligne de conduite.

La crise polonaise retardera l'accord entre Bonn et Berlin-Est sur quelques grands projets parce que sa condition première est une rencontre au sommet Schmidt-Honecker, mais elle ne peut pas invalider les principes fondamentaux de la Deutschlandpolitik de Bonn, ne serait-ce que momentanément.

Bonn risque d'être mal interprété

Si les relations futures avec la Pologne devaient dépendre du Chancelier, elles ne changeraient pas dans leurs lignes générales. Mais pour Schmidt, il n'est plus seulement question, aujourd'hui, du type d'aides à apporter à la Pologne au bord de la faillite économique; il doit tenir compte des conséquences politiques d'un crédit de quelques milliards de DM. Moscou continuerait-il à observer cette situation avec bienveillance ou s'inquiéterait-il d'une influence politique ou même subversive de Bonn dans le bloc oriental?

Le Chancelier n'archivera pas les règles fondamentales de la politique étrangère que poursuit Bonn depuis 1969 car l'opposition n'a pas, de son côté, présenté de concept de rechange, mais seulement trois questions

procédurales pour arriver à une politique étrangère commune. Si l'on considère les critiques âpres lancées contre Helmut Schmidt, c'est là une offre des plus maigres. Les questions problématiques sont aujourd'hui bien différentes. La crise polonaise gênera-t-elle la crise politique qui se base sur l'équilibre de la sécurité et de la coopération en Europe, un obstacle qui, comparativement à celui de l'Afghanistan, deviendrait un épisode? Moscou continuera-t-il à ne pas intervenir en Pologne par crainte d'un changement dans la situation mondiale?

Jusqu'à présent, l'Occident a scrupuleusement évité toute forme d'intervention externe qui puisse exaspérer la confrontation en Pologne. Et ce principe devrait rester valable à l'avantage de la Pologne. Mais même si le conflit polonais devait se résoudre pacifiquement, cette nouvelle tragédie se répercutera comme un exemple d'explosion de la grande crise politique et économique en Europe occidentale. La tentative du Chancelier de protéger l'Europe de la vague de gel est devenue encore plus difficile, son succès encore plus incertain.

K. B.

(Die Zeit, 29 août 1980)

3% DES CITOYENS VOTERAIENT POUR LE P.C. DANS UNE ELECTION LIBRE

Un sondage politique a été effectué, du 29 septembre au 3 novembre, en Pologne, selon les méthodes en usage en Occident, par Public-S.A.-Paris-Match. Selon ses résultats, publiés par l'hebdomadaire dans son numéro du jeudi 13 novembre, une majorité de Polonais estime que les accords de Gdansk vont être «grinotés petit à petit par le gouvernement» (65%); que, dans l'éventualité d'une intervention soviétique (41% l'estiment «possible», 25% la tiennent pour sûre), ils seraient également une majorité pour «résister» (66 %). Enfin, 90% des personnes interrogées soulignent que ce sont «les hommes alors au pouvoir» qui «portent les responsabilités dans le déclenchement des grèves de l'été dernier».

Le sondage effectué auprès «d'un échantillon de cinq cents personnes représentatif de la population polonaise» révèle que seuls 2% des personnes interrogées qualifient l'U.r.s.s. de «pays ami» et que, dans l'éventualité «d'élections libres», le parti communiste ne recueillerait que 3% des voix, contre 34% à un parti démocrate - chrétien, 27% à un parti socialiste, 19% à un parti libéral, 4% au parti agrarien, 13% ne se prononçant pas. 47% des personnes interrogées estiment que l'Eglise catholique joue un rôle «neutre» à l'heure actuelle, 26% qu'elle est une force de résistance au pouvoir politique et 20% qu'elle est un élément du système. Lors des grèves de Gdansk, 65% pensent qu'elle a fait «juste ce qu'il fallait» en faveur des grévistes, 22% qu'elle a eu un rôle «assez favorable» aux grévistes et 6% qu'elle a été «trop favorable» aux grévistes.

ANNUAIRE DES ETATS ACP

Les Editions Delta, membre de l'Association Européenne des Editeurs d'Annuaire, viennent de publier le premier Annuaire consacré aux Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique signataires des Conventions de Lomé.

Est-il encore besoin de présenter l'oeuvre européenne de cette maison d'édition?

Ses ouvrages et annuaires relatifs à l'Europe abondent et leur diversification est de nature à satisfaire des publics nombreux et variés.

Après, notamment, la deuxième édition du «Who's Who des Communautés européennes» et la quatrième édition de l'«Annuaire des Communautés européennes et des autres organisations européennes», l'«Annuaire des Etats ACP» constitue une pièce maîtresse des publications de l'éditeur. Il s'agit là, manifestement, d'un ouvrage de référence destiné à faire autorité et qui répond aux vœux de tous ceux qui souhaitent une information détaillée sur les cinquante-huit pays ACP et sur les relations CEE-ACP.

La réalisation de cet ouvrage bilingue de 672 pages, à présentation juxtalinéaire français-anglais, a nécessité plus de deux ans d'un travail approfondi et sérieux à une nombreuse équipe de journalistes, rédacteurs et traducteurs, dirigée par Monsieur Georges-Francis Seingry, Directeur des Editions Delta.

Cet Annuaire comprend trois parties.

La première partie est consacrée aux Etats ACP et à leurs organes à Bruxelles. Chaque Etat ACP fait l'objet d'une analyse approfondie portant sur les données générales (histoire, géographie, santé, éducation), l'organisation politique et administrative (régime, exécutif, législatif, judiciaire, armée), les syndicats, la presse et les données économiques (monnaie, banques, PNB, politique économique, plan de développement, ressources, importations, fournisseurs, exportations, clients). Une liste

d'adresses précieuses (chambres de commerce, organismes de développement, missions diplomatiques, délégation de la Commission des Communautés européennes, représentations locales des organisations internationales et régionales complète utilement chaque analyse.

La deuxième partie traite de la CEE. Elle donne un aperçu du fonctionnement des institutions communautaires et des politiques mises en oeuvre et dresse la liste des services compétents dans le cadre des relations avec les Etats ACP.

La troisième partie concerne les relations CEE-ACP. Après un bref historique (Conventions de Yaoundé, d'Arusha et de Lagos), les deux Conventions de Lomé sont longuement analysées (coopération commerciale, Stabex, sucre, coopération financière et technique - Fonds Européen de développement -, coopération industrielle - Centre pour le développement industriel -, institutions conjointes CEE-ACP).

L'ouvrage est complété par une liste bibliographique et un index. Monsieur Tiéoulé Konaté, Secrétaire Général du Groupe ACP, dont la préface honore cet ouvrage, résume parfaitement l'intérêt de l'Annuaire en ces termes: «Le Groupe ACP s'efforcera de développer une solidarité active entre ses membres, ainsi qu'avec la CEE en vue de promouvoir un véritable contrat de solidarité.

Puisse cette publication contribuer à faire mieux connaître cette ambition dans l'intérêt bien compris des peuples européens, et ceux d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique».

Ce premier ouvrage en un seul volume consacré aux Etats ACP signataires des Conventions de Lomé et à leurs relations avec la CEE est un livre en tous points remarquable. Il constitue un guide sûr et précis, indispensable pour saisir la complexité d'une coopération étroite et originale entre les Etats ACP et la CEE.

Florent Bonn, Editions Delta. 92-94, rue Plasky, B - 1040 - Bruxelles - 672 pages. Prix de vente: 4 500 FB.

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

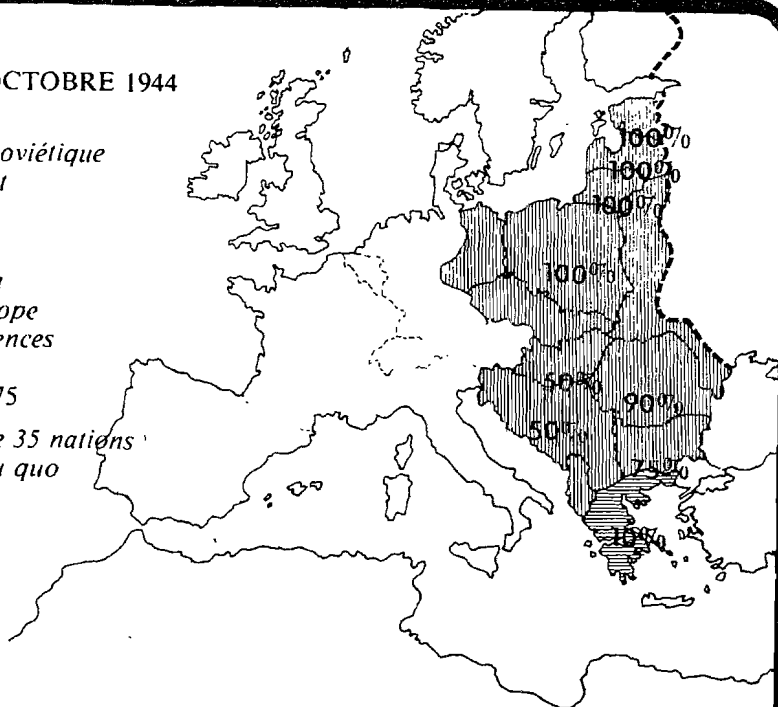
*Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est*

YALTA - 1945

*Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations
réconnaît le statu quo
créé à Yalta*



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

sommaire

<i>R. Cestelli: De Dantzig à Turin</i>	1
<i>G.M. Violi: Une fenêtre sur le futur</i>	8
<i>J.C. Dragan: XV^e Congrès International de Sciences Historiques</i>	13
Documents du Conseil de l'Europe	14
<i>Kurt Becker: Varsovie dans le plan focal</i>	16
Livres reçus	19

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)

Editrice Nagard Srl - Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:
Foro Traiano 1 A, Roma - telefoni: (06) 679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n.16966 del
15.10.1977 (già n.1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa BG» Milano, Via.Larga 11